

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNION FERTILOR

rue de la Grange aux Dames
NOUVEAU PORT DE METZ
57050 Metz

Références : METZ_UNION-FERTILOR_2025-12-04_RAPVI_MH_02332
Code AIOT : 0006201540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement UNION FERTILOR implanté rue de la Grange aux Dames Nouveau Port de Metz 57050 Metz. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 17 novembre 2025 s'inscrit dans le cadre de la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION FERTILOR

- rue de la Grange aux Dames Nouveau Port de Metz 57050 Metz
- Code AIOT : 0006201540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société UNION FERTILOR est spécialisée dans le stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium. Ces produits sont destinés aux adhérents de la coopérative agricole. Le stockage est exploité depuis 1980 et est classé Seveso seuil bas.

Le dépôt est autorisé à contenir jusqu'à 4800 t d'engrais à base de nitrate d'ammonium en vrac ou en sacs ; les stockages sont constitués de 6 cases (4 de 600 t et 2 de 1200 t de capacité maximale) classés sous les rubriques 4702-II-IIIa ou IV de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A ce titre, l'établissement est réglementé notamment par :

- l'arrêté ministériel du 13/04/2010 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-25 du 09/08/2005 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
6	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.1	Sans objet
3	Consignes de	Arrêté Ministériel du 13/04/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité et procédures d'exploitation	article 5.1	
4	Appareils mécaniques et de manutention	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.5.1 et 10.5.2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite du 17 novembre 2025 :

- l'absence de plan formalisé concernant la formation du personnel (PC n°2) ;
- que l'état des matières stockées est incomplet, non présenté sous format synthétique, et l'incomplétude du recalage périodique (PC n°5) ;
- la non-justification du délai d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme par un détecteur (PC n°6).

Sur les points de contrôle n°2, 5 et 6, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées (l'inspection) les éléments d'actions correctives et/ou justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation des installations est placée sous la responsabilité de l'exploitant ou d'une personne déléguée et nommément désignée par l'exploitant, spécialement formée aux dangers que présentent les engrais (dont les risques de détonation et de décomposition) et aux questions de sécurité relatives à ces dangers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 24 novembre 2025, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les certificats de réalisation de formation de Monsieur Fabien GEORGE et de Monsieur Michaël CHOTIN concernant le "Stockage et dépôts Engrais Solides" par l'Association pour la FORMATION Nationale Agricole (ASFONA) et précisant les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une présentation des engrais solides : leur composition, les différents types, leur identification ; ◦ une approche des différents risques présentés par les engrais ; ◦ l'identification et les conséquences réglementaires sur les engrais au nitrate d'ammonium :

- la réglementation des stockages d'engrais ;
- le programme de formation de l'ASFONA sur le dépôt d'engrais solides : risques et moyens de prévention/protection liés au stockage.

Ces éléments n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations et formation du personnel

Prescription contrôlée :

Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement.

L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 5 du présent arrêté ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident.

Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques.

La formation fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

L'inspection a constaté l'absence de plan formalisé pour le personnel, ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs des actions correctives réalisées pour lever la non-conformité relative à l'absence d'un plan de formation formalisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations et formation du personnel

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et tenues à jour.

<p>Ces documents ainsi que les enregistrements les accompagnant ou les registres de suivi sont mis à disposition du personnel concerné et de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <p>- les modalités des contrôles à réaliser à la réception des engrais (contrôles visuels, contrôle de la température à réception des engrais « 4702-I » en vrac par exemple) ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les procédures d'exploitation concernant la réception des engrais et notamment celles relatives aux entrées par bateaux ou par camions. L'inspection a également interrogé Monsieur MULLER, responsable maintenance et travaux neufs, sur l'application de ces consignes sur le site.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Appareils mécaniques et de manutention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.5.1 et 10.5.2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bandes transporteuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>10.5.1</u></p> <p>Les bandes transporteuses des installations nouvelles sont en matériau difficilement propagateur de la flamme selon les référentiels en vigueur. Les bandes transporteuses des installations existantes sont remplacées, lors de leur changement, par des bandes en matériau difficilement propagateur de la flamme selon les référentiels en vigueur.</p> <p><u>10.5.2 Bandes transporteuses</u></p> <p>Sont équipées de contrôleurs de rotation, de contrôleurs de déport de bandes et de contrôleurs de surintensité des moteurs :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les autres installations existantes, au moins un des dispositifs précédents est mis en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une bande transporteuse équipée d'un contrôleur de déport de bandes et la présence d'un contrôleur de rotation en pied d'élévateur.</p> <p>Par courriel du 24 novembre 2025, l'exploitant a transmis les justificatifs suivants attestant la composition de la bande transporteuse en matériaux non propagateurs de flamme :</p>

- Certificat d'inspection n°426670 ;
- Certificat de conformité n°12-0313/2643.

Ces éléments n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...]

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

[...]

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- l'absence d'état des matières stockés sous format synthétique, ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée
- que le recalage périodique n'est pas effectué pour les big bags contenant des engrais, ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée. Par comptage physique des big bags présents sur le site, l'inspection relève une différence de deux unités en

comparaison des données inscrites dans le registre de l'exploitant : ce dernier n'a pas été en mesure d'apporter des précisions sur cet écart.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs des actions correctives réalisées pour lever les non-conformités relevées concernant l'état des matières stockées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et réseau des détecteurs

Prescription contrôlée :

B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.

Dans le cas d'une installation sous télésurveillance, une intervention suite à un déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs, est effective dans un délai maximum de trente minutes par une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention.

Élément connexe

Article "10.6. Détection automatique" de l'arrêté ministériel du 13/04/10 modifié susvisé.

(...)

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

(...)

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'entretien du réseau de détecteurs est réalisé 4 fois par an.

Par courriel du 24 novembre, l'exploitant a communiqué les 3 premiers rapports de contrôle pour l'année 2025 :

- rapport du 11 mars 2025 n°SOS25-1285/10 ;
- rapport du 4 juin 2025 n°SOS25-1286/10 ;

- rapport du 19 septembre 2025 n°SOS25-1287/10.

L'inspection constate que des tests avec report d'alarme à l'exploitant sont effectués dans le cadre de cette maintenance.

Ces éléments n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.

L'inspection a contrôlé par sondage l'implantation des détecteurs situés dans la case de stockage n°3 et constaté que ces derniers sont implantés sur les parois au fond de la case à mi-hauteur du stockage. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'implantation de ces détecteurs.

Au jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir réalisé un exercice d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme sans toutefois en présenter le compte-rendu et notamment pas les justificatifs démontrant le respect du délai d'intervention de trente minutes. L'inspection n'est donc pas en mesure de constater le respect de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection :

- la réalisation d'un exercice incendie et du respect du délai d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme par l'un des détecteurs ;
- l'implantation des détecteurs dans la case de stockage 3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois